

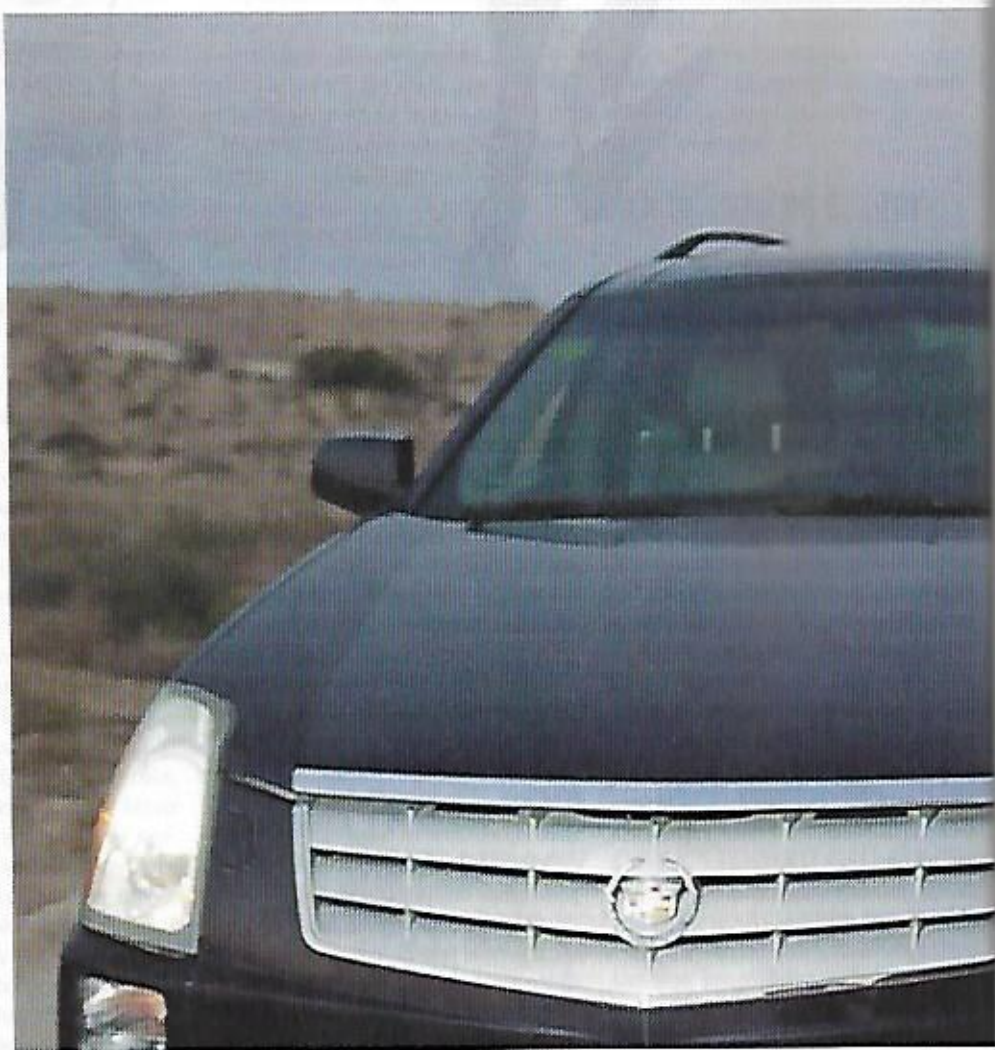
ARABIE SAOUDITE

MANAL AL-SHARIF, LA FEMME

QUI A OSÉ PRENDRE LE

Dans le royaume wahhabite, où les femmes ont l'interdiction formelle de conduire, cette informaticienne a transformé une balade en voiture en un acte émancipateur au retentissement international. **PAR ANNE DASTAKIAN**

Eduquée, émancipée et indépendante, la Saoudienne Manal al-Sharif est brusquement sortie de l'anonymat en mai 2011, au cœur du printemps arabe, le jour de son 32^e anniversaire. A cette date, l'ingénieure consultante en sécurité informatique chez Saudi Aramco, la compagnie pétrolière nationale, postait sur YouTube une vidéo explosive : niqab noir autour de son visage, lunettes noires, souriante et volubile, elle était filmée conduisant sa voiture dans les rues de la ville de Khobar – un crime dans ce pays, où conduire est interdit au sexe féminin. Pis : sous le slogan « Women2drive » (Que les femmes conduisent), elle appelait ses concitoyennes détentrices, comme elle, d'un permis de conduire international, à en faire autant le mois suivant ! Succès d'audience immédiat, avec 700 000 clics dès la première journée. Mais les réactions furent loin d'être unanimes : les imams la veulent flagellée en place publique, tandis que le public se scinde entre félicitations et insultes, voire menaces de mort. L'affaire, qui fait grand bruit dans le royaume, lui vaudra un séjour de neuf jours en détention pour « conduite en tant que femme ». La



EMME VOLANT...

DÉFIER LES IMAMS, au risque de tout perdre. Divorcée, menacée, privée d'emploi, obligée de retourner vivre chez son père, Manal al-Sharif a depuis refait sa vie en Australie.



police secrète, qui l'interroge sans ménagement, exige qu'elle fasse amende honorable. Elle refuse. Peu après, cette divorcée mère d'un petit garçon de 6 ans perdra son travail, sera poussée à l'exil et privée de la garde de son fils. « J'avais conduit avec l'espoir de libérer les femmes dans la société saoudienne – en libérant les femmes, j'espérais aussi libérer les hommes. J'avais conduit afin que mon fils Aboudi puisse connaître une meilleure vie. Mais au lieu de cela, ma protestation a accéléré notre séparation », constate-t-elle tristement dans une récente chronique publiée par le *New York Times*. Car en Arabie saoudite, en cas de divorce, les pères conservent tous les droits de garde sur les enfants ainsi que le foyer conjugal. Privée d'emploi et donc de revenus, notre rebelle doit quitter son logement et, sans tuteur, retourner chez son père, ou autre parent mâle. Du coup, Manal al-Sharif s'installe à Dubaï, où son fils ne sera pas autorisé à lui rendre visite: un tribunal saoudien en a décidé ainsi, en s'appuyant sur un texte islamique du X^e siècle invoquant « le risque que l'enfant meure en route sur une distance si dangereuse ».

Six ans plus tard, remariée à un Brésilien rencontré chez Saudi Aramco dont elle a depuis eu un deuxième fils, Manal al-Sharif vit en Australie. Plus combative que jamais. Elle vient de publier *Daring To Drive* (Oser conduire), un récit autobiographique qui s'ouvre sur son arrestation par la police secrète, en mai 2011, à 2 h du matin, en toute illégalité. Le livre est un pamphlet lapidaire contre le système hypocrite et kafkaïen en vigueur dans son pays natal, profondément archaïque et arriéré. Un système qui refuse notamment de reconnaître l'existence de son second fils, issu d'une union civile avec son mari brésilien, et empêche donc celui-ci d'entrer en Arabie saoudite et d'y rencontrer son demi-frère...

Invitée, pour promouvoir son livre, sur les plus prestigieux plateaux télévisés de la planète, interviewée par les plus grands quotidiens anglosaxons, la belle insoumise poursuit,

désormais tête nue, son combat pour l'émancipation des femmes saoudiennes, et surtout, explique-t-elle, pour la liberté de son pays.

« J'ai 38 ans, j'ai deux enfants, je suis ingénieure en informatique et je suis toujours traitée comme un enfant. En Arabie saoudite, je suis une mineure de ma naissance jusqu'à ma mort. Je suis comme un objet qui passe de mon père à mon mari, ou à mon frère. C'est le système de tutelle, qui n'a rien à voir avec l'islam. Conduire est pour nous une manière de le remettre en cause, pour en finir avec ce système et nous considérer pleinement citoyennes de notre pays », confiait-elle ainsi à la journaliste vedette de CNN Christiane Amanpour. Qui l'interroge sur le nouveau prince héritier, Mohammed ben Salman, surnommé « le visionnaire » en référence à « Vision 2030 », son programme de modernisation sociale et économique du pays. « Certes, le prince a une vision, mais il se trompe sur le droit des femmes à conduire, rétorque-t-elle. Il estime – à tort – que la société n'est pas prête. C'est la police qui ne l'est pas, tout comme les autorités, qui interviennent dans des affaires qui ne relèvent pas de la loi! » Loin de baisser les bras, Manal al-Sharif met tous ses espoirs dans ses concitoyennes: « Les femmes changent. Elles auront le droit de conduire quand elles le voudront! Elles prendront des cours de conduite et forceront les autorités à leur délivrer un permis de conduire. Ils ne peuvent arrêter neuf millions de femmes! » s'enflamme-t-elle.

LÂCHETÉS OCCIDENTALES

C'est alors qu'Amanpour rappelle sa réponse cinglante à un consternant tweet de la « première fille », Ivanka Trump, qui a récemment accompagné son père en visite officielle à Riyad: à l'issue d'une rencontre avec des Saoudiennes triées sur le volet, elle y soulignait les progrès « encourageants » de la condition féminine locale. « Nous sommes fatiguées d'être trahies par une administration US après l'autre. Nous ne demandons de soutien ni de reconnaissance »

"JE SUIS FIÈRE DE MON VISAGE. JE NE LE COUVRIRAI PAS. SI LE SEUL FAIT DE LE REGARDER VOUS SÉDUIT, C'EST VOTRE PROBLÈME."

➤ à personne, et surtout pas à @IvankaTrump », avait tweeté en réponse Manal al-Sharif. « Qu'est-ce qu'Ivanka trouve encourageant ? » s'agace-t-elle. « En 2016, l'Arabie saoudite a encore baissé sur l'index mondial de l'égalité entre sexes : elle est au 14^e rang. C'est le seul pays au monde où les femmes ne peuvent conduire. Pourquoi les Etats-Unis n'usent pas de leur influence pour faire avancer les choses ? » Sur un plateau de Channel 4, de la BBC, Manal al-Sharif n'épargne pas plus la Grande-Bretagne, qui a voté le 19 avril dernier, avec la Belgique, pour que l'Arabie saoudite soit membre de la Commission de la condition des femmes à l'ONU. « Cela a vraiment été un coup de poignard dans notre dos, pour notre lutte », s'insurge-t-elle. Avant de rappeler que lors des JO de Londres en 2012, l'équipe olympique saoudienne avait été contrainte, sous peine d'exclusion, d'inclure des athlètes féminines. « Ce fut énorme. Historique. Il nous faut plus de choses comme cela. »

UNE ENFANCE RELIGIEUSE

A en croire son autobiographie, rien ne prédestinait Manal al-Sharif, fille d'un chauffeur de taxi et d'une mère au foyer libyenne, à devenir une passionaria du féminisme. Au contraire. « J'étais une fille religieuse, née et élevée à La Mecque. J'ai commencé à me couvrir d'abayas et de niqabs avant l'âge requis, pour plaire à mes professeurs de religion. Et je croyais à une version hautement fondamentaliste de l'islam. Pendant des années, j'ai fait fondre dans notre four les cassettes de musique pop de mon frère, car pour l'islam fondamentaliste, la musique est considérée "haram", et donc interdite. C'est à 20 ans que j'ai entendu

UNE AUDIENCE MONDIALE

L'affaire Manal al-Sharif a permis de rappeler que l'Arabie saoudite est le seul pays au monde qui interdit aux femmes de conduire. Ici, en Norvège, le 22 mai 2017, durant le Oslo Freedom Forum.

une chanson pour la première fois. C'étaient les Backstreet Boys, "Show Me The Meaning Of Being Lonely" (Dis-moi ce que signifie d'être seul) et je me souviens encore de presque toutes les paroles ! » se souvient-elle. C'est sans doute son intelligence et sa curiosité qui feront dévier cette wahhabite modèle d'un chemin tout tracé. « La seule chose un tant soit peu rebelle que j'ai faite, quand j'étais jeune, a été de trouver un travail. Mon diplôme en informatique en poche, j'ai été engagée par Aramco en tant que spécialiste de sécurité informatique. » C'est en effet la compagnie pétrolière nationale, jadis fondée par la Standard Oil américaine, puis cédée à Riyad à la condition qu'y soit

préservée la mixité, qui ouvrira les yeux de Manal al-Sharif sur l'exception saoudienne. Aramco est une oasis unique dans le royaume, qui fonctionne comme « un Etat séparé et souverain à l'intérieur du royaume saoudien », souligne-t-elle : hommes et femmes n'y sont pas séparés, et nulle n'y est tenue de porter le voile. Mieux : sur tout le territoire d'Aramco, les femmes peuvent conduire librement !

Après ce premier choc, la jeune femme est envoyée en stage aux Etats-Unis – sans être escortée par un tuteur mâle – et passera brusquement à l'âge adulte. Ce n'est pas son père chauffeur de taxi qui a enseigné la conduite à Manal al-Sharif. Aux Etats-Unis, elle ouvre un compte en banque, paye ses factures, passe son permis, sort seule et tombe le voile. « Je suis fière de mon visage. je ne le couvrirai pas. S'il vous dérange, ne le regardez pas. Si le seul fait de le regarder vous séduit, c'est votre problème. Vous ne pouvez me punir pour ne pas être capable



de vous contrôler », écrit-elle dans son livre. Divorcée à 26 ans de son premier mari saoudien, un collègue d'Aramco qui la battait, elle décide, quatre ans plus tard, « de faire des choses audacieuses pour ses anniversaires », confie-t-elle. Pour ses 30 ans, elle saute en parachute. L'année suivante, elle se rend seule à Puerto Rico pendant trente-six heures. En 2011, de retour en Arabie saoudite, elle décide de fêter ses 32 printemps en conduisant...

“REINES” ESCLAVES DU TAXI

Manal al-Sharif explique ce qui a motivé cette fatale décision. Elle raconte en détail le délirant système qui contraint les femmes à se faire conduire par un mâle. Les Saoudiens appellent les femmes des « reines » et affirment que celles-ci ne conduisent pas, relève Manal al-Sharif qui raille le « pays d'un seul roi et de millions de reines » et note qu'« Elisabeth d'Angleterre conduit bien sa Jaguar ».



© photo: bert roglu / magppp

En l'absence d'un chauffeur à plein temps, qui dépasse les moyens de nombreux foyers, et à plus forte raison de divorcées, les Saoudiennes ont développé sur les réseaux sociaux un système D d'échange de coordonnées et de commentaires sur ces services. On apprend qu'il s'agit souvent d'étrangers, dont on ignore souvent s'ils ont même le permis ! Détail croustillant : nombreux sont ceux qui omettent de se laver, et les Saoudiennes recommandent volontiers la denrée rare que constitue « un taxi propre ». « Nous sommes à leur merci », résume Manal al-Sharif, précisant que « presque toutes les femmes que je connais ont été harcelées par un chauffeur. voire attaquées ». Un paradoxe, en effet, au pays où les femmes sont qualifiées de « reines » par leurs concitoyens mâles : « Une société qui force les femmes à utiliser une entrée séparée pour l'université, la banque, le restaurant et la mosquée, vous contraint à emprunter, seule, la voiture d'un parfait inconnu », note-t-elle.

L'incident déclencheur, pour Manal al-Sharif, fut le suivant : un soir de 2011, la jeune femme veut regagner son domicile après une visite tardive chez un médecin. Il est 21 h, impossible de trouver un taxi. Recouverte entièrement d'un abaja noir, mais le visage découvert, elle prend à pied le chemin du retour. Tout au long du chemin, elle subit un harcèlement d'une violence inouïe. Les conducteurs ralentissent, baissent leur fenêtre et l'interpellent vulgairement, sûrs de leur impunité. Au point que, terrifiée, elle ramasse une pierre et la lance contre l'un d'eux. Au pays où les femmes sont prétendument reines, nul ne lui vient en aide. En pleurs, elle se désespère et fulmine contre l'absurdité de sa situation : « Je suis femme, mère, je suis éduquée, j'ai une voiture que j'ai mis quatre années à rembourser. Je gagne ma vie. » Pourquoi doit-elle endurer cela ? De retour chez elle, elle a pris sa décision. Elle l'a écrit sur Facebook. Elle conduira pour son anniversaire... ■ A.D.

* Simon & Schuster Ltd, 304 p.

LE LABORIEUX CHEMIN DES AMAZONES SAOUDIENNES

C'est en exil que Manal al-Sharif apprendra qu'elle n'est pas la première Saoudienne à braver l'interdit de conduire. Le 6 novembre 1990 - trois mois après l'invasion du Koweït par l'Irak -, 47 d'entre elles ont conduit leurs voitures en convoi dans Riyad, pendant une bonne demi-heure, jusqu'à leur arrestation par la police. En punition pour ce terrible crime, les amazones ainsi que leurs maris furent interdites de voyage à l'étranger pendant une année, et celles qui travaillaient dans la fonction publique furent licenciées. violemment dénoncées dans toutes les mosquées du royaume, elles furent harcelées pendant une année, témoigne l'une d'entre elles. Ces femmes visionnaires n'en continuent pas moins, chaque année, de commémorer leur fait d'armes. Surnommées à l'époque les « conductrices », certaines affirment que ce sceau d'infamie les a suivies toute leur vie et a nuit à leur carrière. « Cela en valait la peine, cela a permis d'en parler publiquement », estime pourtant Aïcha al-Mana, une femme d'affaires de Khobar. « A l'époque c'était un sujet tabou. Grâce à nous, cela ne l'est plus. » Force est de constater que leur combat presque invisible, repris en 2011 par Manal al-Sharif, a néanmoins partiellement porté ses fruits : à en croire un sondage Gallup de 2016, 55 % des Saoudiens sont aujourd'hui en faveur de la levée de cet interdit anachronique. Mieux : un groupe de femmes, surprises cette année au volant, n'ont été que brièvement détenues. Une jeune étudiante a même fait figure d'héroïne, tout récemment, pour avoir emmené son père gravement blessé à l'hôpital, et ainsi sauvé sa vie. Les temps changent. Même en Arabie saoudite... ■